

Seul 1 % du soutien financier à l'agriculture et à l'alimentation contribuerait à réduire les usages de pesticides

9 mars 2021

Dans un [rapport](#) s'appuyant sur une [étude](#) préalable du BASIC, le *think tank* de la Fondation Nicolas Hulot propose une quantification de la part des financements publics et privés participant à réduire l'utilisation des produits phytosanitaires, reçus par les acteurs agricoles et alimentaires. Selon les auteurs, si 11 % de ces financements (2,7 milliards d'€) visent à réduire les usages de pesticides, seul 1 % (220 millions) y contribuerait réellement. Par ailleurs, les dispositifs d'allègements fiscaux et les financements privés bénéficieraient surtout aux exploitations agricoles les plus utilisatrices de pesticides. Soulignons toutefois que ces estimations mériteraient d'être affinées et complétées par de nouveaux travaux évaluatifs.

Le *think tank* propose donc plusieurs pistes d'action : *i*) quintupler les financements pour l'agriculture biologique ; *ii*) dédier 40 % du premier pilier de la Politique agricole commune à la rémunération des services environnementaux ; *iii*) privilégier les mesures agro-environnementales les plus pertinentes, renforcer leur ambition et leur financement ; *iv*) soutenir les démarches collectives ; *v*) financer la mise en place de projets alimentaires territoriaux à hauteur de 63 millions d'euros.

Source : [Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme](#)